Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

Note de conjoncture n°24

3e trimestre 2026

L'essentiel

- **Économie :** le PIB recule de 0,1 % au 3e trimestre, l'inflation remonte à 3,4 % en octobre et la confiance des ménages tombe à son plus bas niveau depuis 2013.
- **Construction :** l'investissement en construction baisse pour le troisième trimestre consécutif. Le bâtiment contient son recul, les travaux publics restent en crise (-11,1 % pour les artisans).
- **Logement neuf :** les mises en chantier se redressent (-5,1 % sur douze mois par rapport à la moyenne quinquennale, contre -13,1 % fin juin), mais les permis s'effritent et la maison individuelle reste en retrait.
- **Perspectives :** la FFB anticipe un recul du chiffre d'affaires du bâtiment en 2027 ; l'entretien-amélioration, principal relais des métiers de l'eau à la parcelle, baisse de 3,3 % au 2e trimestre.
- **Eau à la parcelle :** un besoin rendu visible par l'été 2026, des décisions d'équipement freinées par le coût. Le cadre réglementaire a progressé ; l'enjeu est désormais économique.

1. En bref (INSEE)

Indicateurs clés

Indicateur	Dernière valeur	Période précédente	Période
Croissance du PIB (volume, sur un trimestre)	-0,1 %	0,0 %	3e trim. 2026
Inflation (IPC, sur un an)	+3,4 % (provisoire)	+3,1 %	Octobre 2026
dont énergie (sur un an)	+21,3 %	+16,7 %	Septembre 2026
Confiance des ménages (moyenne 100)	80	85	Octobre 2026
Climat des affaires, ensemble (moyenne 100)	97	96	Octobre 2026
Climat des affaires, bâtiment (moyenne 100)	95	96	Octobre 2026
Climat de l'emploi (moyenne 100)	95	98	Octobre 2026
Coûts de production dans la construction (sur un an)	+4,7 %	+2,1 %	2e trim. 2026
Dette publique (en % du PIB)	119,0 %	117,5 %	Fin du 2e trim. 2026

Source : Insee, publications de septembre et octobre 2026.

Comptes trimestriels : l'investissement en construction recule encore

Au 3e trimestre 2026, le PIB recule de 0,1 % (première estimation), après une stabilité au printemps. La consommation des ménages accélère (+0,4 %), mais le commerce extérieur pèse (-0,6 point) et l'investissement baisse de nouveau (-0,6 %). L'investissement en construction recule pour le troisième trimestre consécutif (**-0,5 %**), dans le génie civil comme dans le bâtiment ; celui des ménages baisse de 1,3 % et celui des administrations publiques de 0,3 %. La production de la construction affiche un acquis de -2,3 % pour 2026.

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

À noter pour les métiers de l'eau : la production d'énergie, eau et déchets recule de 0,7 %, l'Insee attribuant ce repli aux vagues de chaleur et à la sécheresse de septembre. Le stress hydrique de l'été laisse ainsi une trace directe dans les comptes nationaux.

Bâtiment : un climat sous sa moyenne, une incertitude au plus haut

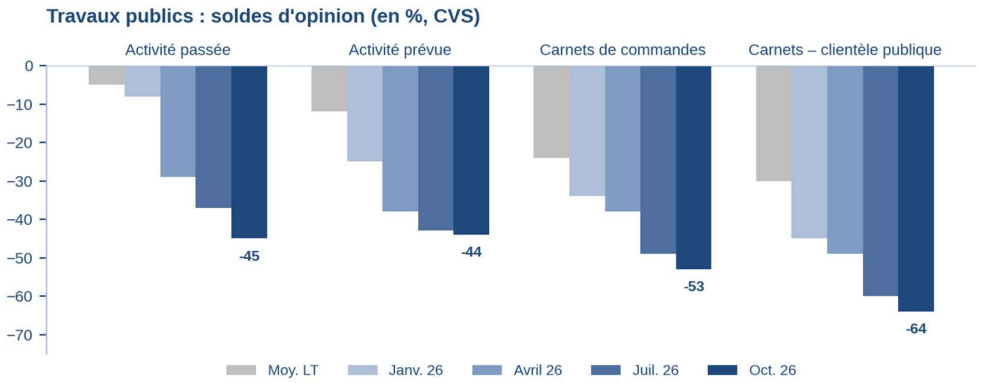
En octobre, le climat des affaires dans le bâtiment recule à 95. Les carnets de commandes sont jugés plus dégarnis (-33, pour une moyenne de long terme de -21) et 39 % des entreprises déclarent une demande insuffisante. Les perspectives se redressent dans le logement neuf et dans l'**entretien-amélioration**, qui se rapproche de sa moyenne de long terme. La trésorerie est au plus bas depuis 2019 (hors crise sanitaire), les délais de paiement au plus haut depuis 2015, et l'incertitude ressentie au plus haut depuis le début de la série, en 2021.



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment, octobre 2026.

Travaux publics : des carnets au plus bas depuis dix ans

L'enquête FNTP-Insee d'octobre confirme la dégradation : activité passée à -45 (moyenne : -5), carnets de commandes à -53 et même -64 auprès de la clientèle publique, des niveaux inobservés depuis 2016. 64 % des entreprises sont freinées par la demande. Seule éclaircie : les perspectives auprès de la clientèle publique remontent légèrement (-50 après -53), après six trimestres de baisse.



Source : FNTP et Insee, enquête trimestrielle dans les travaux publics, octobre 2026.

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

Énergie et matières premières

En septembre, le Brent atteint 101,8 dollars le baril (+54 % sur un an en euros) et le gaz européen 75,3 €/MWh (+133 % sur un an). Les matières premières industrielles importées augmentent de 20,5 % sur un an, tirées par les métaux non ferreux (+32,9 %), dont le cuivre (+48,3 %). Pour la filière, deux postes sont à surveiller : les **matières plastiques** (cuves, regards, coques, canalisations), pour lesquelles la FFB relève, d'après l'Insee, des hausses de plus de 20 % sur les produits en PVC entre février et l'été, et les métaux non ferreux (pompes, équipements électromécaniques).

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

2. Logement et construction : les statistiques publiques (SDES)

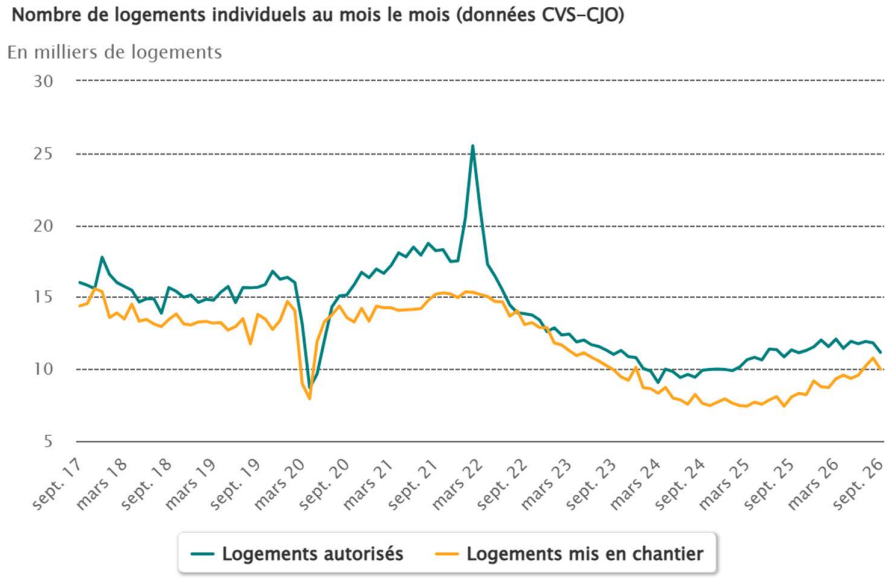
Construction de logements à fin septembre 2026

En septembre, les autorisations de logements progressent légèrement (+1,2 %, à 31 428 unités), portées par le collectif (+5,3 %), alors que l'individuel recule (-5,5 %). Les mises en chantier se replient de 9,7 % (28 682 unités), après deux mois de hausse.

Cumul sur douze mois	Fin juin 2026	Fin septembre 2026	Lecture
Logements autorisés (écart à la moyenne des cinq années précédentes)	-8,0 %	-9,1 % (377 834)	L'amont s'effrite
Logements mis en chantier (écart à la moyenne des cinq années précédentes)	-13,1 %	-5,1 % (318 419)	Les chantiers se redressent

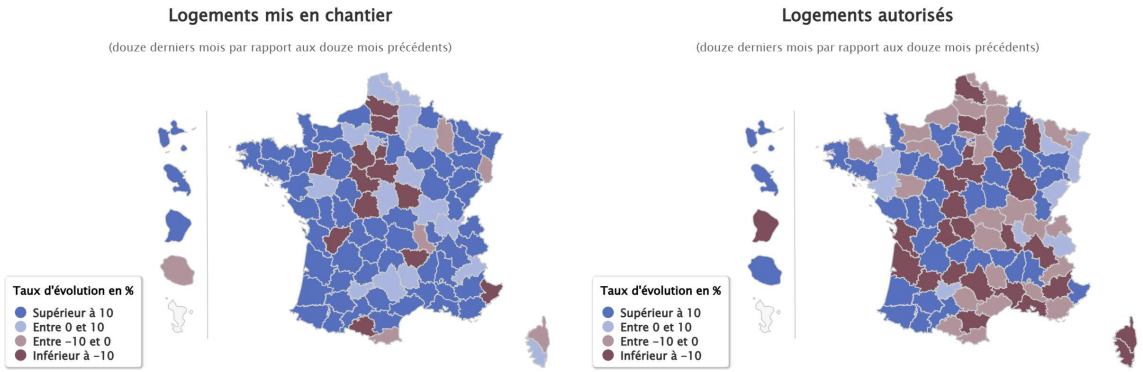
Source : SDES, Sitadel, résultats à fin juin et à fin septembre 2026 (données CVS-CJO).

La maison individuelle, principal débouché de l'assainissement non collectif dans le neuf, plafonne : les autorisations stagnent autour de 12 000 unités par mois en 2026, et les mises en chantier, remontées d'un point bas inférieur à 8 000 unités début 2025 à un peu plus de 10 000 en août, se replient en septembre. Les niveaux restent loin de ceux d'avant 2022 (environ 15 000 par mois).



Sur douze mois, la carte des **mises en chantier** est majoritairement orientée à la hausse, quand celle des **autorisations** montre près de la moitié des départements en recul, notamment dans le quart sud-est, sur le pourtour méditerranéen et en Corse. La carte des permis préfigure celle des chantiers de 2027.

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org



Source : SDES, Sitadel, résultats à fin septembre 2026. Valeurs mensuelles lues sur le graphique, arrondies ; cartes : douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents, pas de données pour Mayotte.

Locaux non résidentiels et logements neufs commercialisés

Au 3e trimestre, les autorisations de locaux sont stables (10,2 millions de m², +0,1 % sur un an) et les mises en chantier reculent (5,3 millions de m², -3,8 %). Au 2e trimestre, les promoteurs ont remis de l'offre sur le marché (+11,1 % de mises en vente), mais les réservations des particuliers ont reculé de 4,8 %, et même de 7,6 % pour les maisons individuelles. Les ventes en bloc (44,9 % des réservations) restent un amortisseur.

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

3. Le baromètre U2P des entreprises de proximité - Volet construction (3e trimestre 2026)

Une accalmie plutôt qu'un retournement

L'activité des entreprises de proximité de la construction recule de **2,0 % en volume sur un an**, après près de -2,7 % au printemps (chiffre révisé par Xerfi). La construction reste le secteur le plus en difficulté, devant l'alimentation (-1,9 %), les professions libérales (-0,8 %) et la fabrication et les services (-0,3 %). En valeur, le chiffre d'affaires progresse de 1,6 %, essentiellement sous l'effet des prix.

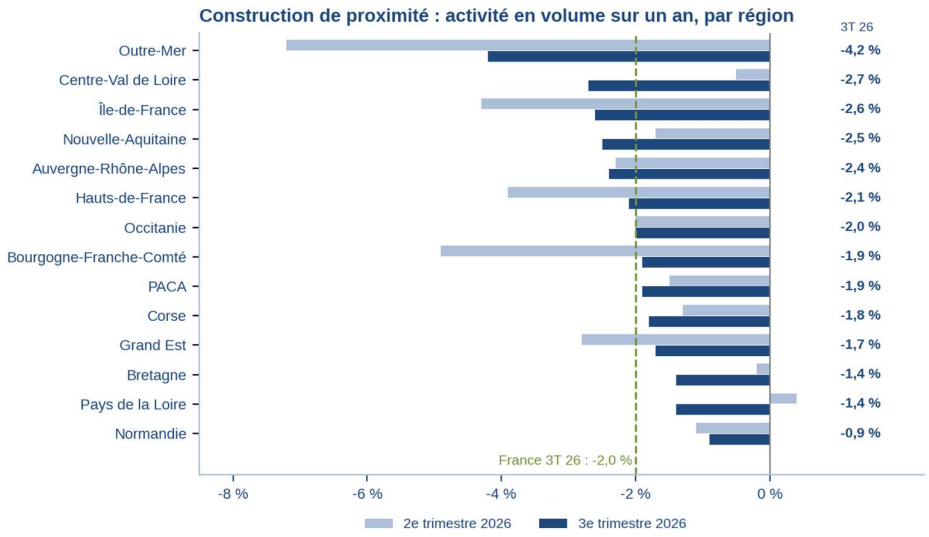
Indicateur (sur un an)	2e trim. 2026	3e trim. 2026
Construction, volume	≈ -2,7 %	-2,0 %
Artisanat du bâtiment, volume	-1,6 %	-1,2 %
Artisanat des travaux publics, volume	-12,7 %	-11,1 %
Trésorerie de la construction (solde d'opinion)	-31	-14
Anticipations d'activité pour le trimestre suivant (solde)	-13	-12

Source : U2P/Xerfi, baromètres des entreprises de proximité, notes 95 et 96.

Le **bâtiment** contient sa baisse : la construction neuve montre des signes de redressement, mais l'entretien-rénovation reste freiné par les arbitrages des ménages et par le financement des projets. Les **travaux publics** restent en crise, faute de reprise des investissements municipaux. La **trésorerie** se détend nettement (23 % des dirigeants signalent une dégradation, contre 35 % au printemps), mais reste la plus tendue des quatre secteurs, et 23 % des chefs d'entreprise anticipent un recul au 4e trimestre, contre 11 % une hausse.

Aucune région en hausse, mais des écarts qui se resserrent

Les régions les plus touchées au printemps se redressent nettement (Outre-Mer, Bourgogne-Franche-Comté, Île-de-France, Hauts-de-France), quand celles qui résistaient le mieux glissent (Centre-Val de Loire, Pays de la Loire, Bretagne). Fait notable, **le chiffre d'affaires en valeur repasse en positif dans toutes les régions métropolitaines** ; seul l'Outre-Mer reste en recul.



Source : U2P / Xerfi, baromètre régional des entreprises de proximité, notes 95 (2T 2026) et 96 (3T 2026).

Note : valeurs des fiches régionales détaillées. La synthèse de la note 96 attribue -2,6 % aux Hauts-de-France, chiffre qui correspond à la fiche Île-de-France ; la fiche Hauts-de-France indique -2,1 %.

Novembre 2026

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

Signal avancé pour la prescription : les professions libérales des techniques et du cadre de vie (architectes, bureaux d'études) reculent de 2,5 % en volume, leurs clients différant les dépenses d'études et de conception.

4. Le regard de la FFB : un recul attendu en 2027

Lors de sa conférence du 15 septembre 2026, la Fédération française du bâtiment a révisé ses prévisions : le chiffre d'affaires du bâtiment s'effriterait de 0,3 % en 2026 hors effet prix, soit une baisse de 12,3 % en quatre ans, et environ 20 000 emplois seraient détruits sur l'année. Elle anticipe un nouveau recul de l'activité en 2027, dans le logement neuf comme dans le non résidentiel.

Segment	Constat de la FFB	Lecture pour l'eau à la parcelle
Logement neuf	Un peu moins de 300 000 mises en chantier attendues en 2026 ; permis en recul de 8,0 % sur les trois mois à fin juillet ; production de crédit pour le neuf en baisse de 20 %	Le redressement des chantiers de 2026 ne se prolongerait pas en 2027
Non résidentiel	Surfaces commencées proches de leur point bas historique ; locaux administratifs en chute d'un tiers depuis les municipales	Commande publique peu porteuse pour la gestion des eaux pluviales
Entretien-amélioration (60 % de l'activité)	-3,3 % en volume au 2e trimestre, septième trimestre de baisse ; rénovation énergétique des logements -4,5 %	Le principal relais (réhabilitation de l'ANC, équipement des logements existants) est lui-même sous pression
Entreprises	Hausse des prix des matériaux (PVC et plastiques alvéolaires +20 %, profilés plastiques près de +10 %) difficile à répercuter ; trésoreries tendues	Pression sur les marges des fabricants comme des installateurs

Sources : FFB, conférence de presse du 15 septembre 2026 et note de conjoncture à début septembre 2026 ; FFB, « Conjoncture Bâtiment » à fin mai 2026 (Bâtiment Actualité n°13, juillet 2026).

La FFB relevait déjà, dans sa conjoncture à fin mai, que l'instabilité des aides à la rénovation depuis 2024 avait dissuadé nombre de ménages de s'engager dans des travaux. Ce constat rejoint celui des métiers de l'eau à la parcelle : la visibilité des dispositifs de soutien conditionne le passage à l'acte des ménages.

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

5. Le marché de l'eau à la parcelle au 3e trimestre 2026

Les repères annuels

Repère	Valeur	Commentaire
Marché de l'assainissement non collectif (2025)	≈ 195 M€ HT	Première estimation en valeur publiée par l'ATEP (fourchette de 180 à 210 M€ HT)
Dispositifs d'ANC vendus (2025)	76 500	dont 64 % de filières agréées (55 % en 2020)
Évolution des ventes d'ANC (2022-2025)	environ -25 %	quand la production de maisons individuelles recule de plus de 40 % : la réhabilitation amortit le choc
Systèmes de récupération d'eau de pluie vendus (2025)	≈ 32 000	contre 30 000 en 2020, portés par l'équipement des logements existants
Éco-PTZ « assainissement » émis (2024)	3 029	+37 % sur un an

Sources : ATEP, « Le marché, les chiffres », octobre 2026 ; SGFGAS, bilan de production 2024.

Lecture du trimestre, segment par segment

Faute de statistique publique propre, la conjoncture des marchés de l'eau à la parcelle se lit à travers celle de leurs débouchés.

Segment	Principaux débouchés	Signaux du 3e trimestre 2026	Orientation
ANC – construction neuve	Maison individuelle en diffus	Autorisations de logements individuels -5,5 % en septembre ; réservations de maisons neuves -7,6 % au 2e trimestre ; investissement des ménages -1,3 %	Défavorable
ANC – réhabilitation	Mises en conformité après vente immobilière ou contrôle du SPANC	Nouvelle baisse des transactions dans l'ancien (Insee) ; entretien-amélioration -3,3 % au 2e trimestre (FFB), perspectives proches de leur moyenne (Insee)	Sous pression
Eau de pluie et EICH dans le logement	Équipement des logements existants, maisons neuves	Été 2026 le plus chaud depuis 1900 et restrictions d'eau étendues : un besoin rendu visible ; confiance des ménages au plus bas depuis 2013, inflation à 3,4 %	Demande latente, passage à l'acte freiné
Gestion durable et intégrée des eaux pluviales	Collectivités, aménageurs, travaux publics	Artisans des TP -11,1 % (U2P) ; carnets de la clientèle publique à -64 (Insee) ; investissement public -0,3 %	Défavorable à court terme
Habitat collectif et tertiaire (eau de pluie, EICH)	Logements collectifs, bâtiments non résidentiels	Autorisations de logements collectifs +5,3 % en septembre ; autorisations de locaux stables ; mises en chantier de locaux +3,3 % sur douze mois	Stabilisation, à confirmer

Sources : Insee, SDES, U2P/Xerfi, FFB, Météo-France ; lecture ATEP.

L'assainissement non collectif reste porté par la réhabilitation, qui a amorti depuis 2022 le recul de la maison individuelle. Ce relais dépend en partie du marché de l'ancien, puisque la vente d'un logement déclenche l'obligation de mise en conformité dans l'année : la nouvelle baisse des transactions en limite la vigueur à court terme.

La récupération d'eau de pluie et la valorisation des eaux non conventionnelles bénéficient d'une sensibilisation sans précédent. L'été 2026 a été le plus chaud depuis 1900, avec un déficit pluviométrique proche de 40 %, et 99 départements comptaient des zones sous restriction dès le 10 juillet ; au 30 octobre, ils étaient encore 94, dont 62 au niveau crise. Ce besoin rendu visible ne se traduit pas mécaniquement en commandes : la confiance des ménages et le coût de l'équipement freinent le passage à l'acte.

Acteurs du Traitement des Eaux de la Parcelle
122, rue Amelot • 75011 Paris • France
Tél. : 01.42.89.66.53 • contact@atep-france.org
www.atep-france.org

La gestion durable et intégrée des eaux pluviales reste la plus exposée au creux de la commande publique qui suit les élections municipales, avec un premier signe de stabilisation des perspectives auprès de la clientèle publique.

Ce que disent les adhérents

Le baromètre d'activité semestriel conduit par l'ATEP auprès de ses adhérents depuis l'été 2026 confirme ces tendances : une activité globalement atone, des effectifs plutôt stabilisés, des recrutements techniques difficiles et des intentions d'investissement plutôt orientées à la hausse. Deux freins dominent : la conjoncture du bâtiment et le coût de l'équipement pour le client final.

Un cadre qui a progressé, des chantiers à mener

Le cadre réglementaire a nettement progressé, avec les textes du 12 juillet 2024 sur les usages domestiques des eaux impropres à la consommation humaine, puis l'arrêté du 29 juillet 2026 qui fixe le cadre de l'expérimentation. L'enjeu se déplace vers le déploiement, donc vers le coût de l'équipement pour le ménage. Dans le débat budgétaire, l'ATEP a versé deux propositions au débat : un taux de TVA à 5,5 % sur les équipements de stockage, de traitement et de valorisation des eaux de la parcelle ainsi que sur l'assainissement non collectif, et un volet eau dans France Rénov'.

Ce qu'il faut retenir

Au 3e trimestre 2026, les marchés de l'eau à la parcelle évoluent dans une construction **stabilisée mais sans moteur**, avec une année 2027 annoncée en recul par la FFB. La réhabilitation de l'ANC et l'équipement des logements existants restent les principaux relais, mais tous deux dépendent de ménages dont la confiance est au plus bas. Entre un besoin d'eau rendu visible par l'été 2026 et des décisions d'équipement freinées par le coût, l'écart à combler est d'abord économique.

Sources
Insee : Informations rapides n° 263 (PIB, 3e trimestre 2026), n° 266 et n° 247 (prix à la consommation), n° 260 (confiance des ménages), n° 252 (climat des affaires), n° 254 (bâtiment), n° 259 (travaux publics), n° 261 (énergies et matières premières), n° 239 (dette), n° 230 (coûts de production dans la construction). — SDES : Construction de logements et Construction de locaux, résultats à fin septembre 2026 ; Commercialisation des logements neufs, 2e trimestre 2026. — U2P/Xerfi : baromètres national et régional des entreprises de proximité, notes 95 et 96. — FFB : conférence de presse du 15 septembre 2026 ; « Conjoncture Bâtiment » à fin mai 2026. — Météo-France : bilan climatique de l'été 2026. — VigiEau. — ATEP : « Le marché, les chiffres », octobre 2026.